

**Marc Baum**  
**Député**

Luxembourg, le 4 décembre 2020

REÇU  
Par Alf Christian, 16:48, 04/12/2020

**Concerne :** Question parlementaire à propos du respect des obligations sanitaires dans le contexte d'activités professionnelles.

*Monsieur le Président,*

*Conformément à l'article 83 du Règlement de la Chambre des Députés, je vous prie de bien vouloir transmettre la question suivante à Monsieur le Ministre du Travail et de l'Emploi, à Madame la Ministre de la Santé et à Monsieur le Ministre de la Sécurité intérieure.*

Des informations publiées par le journal en ligne *reporter.lu* mettent en doute le respect par une chaîne de supermarchés au Luxembourg des conditions sanitaires destinées à limiter la propagation du Coronavirus et à protéger la santé des salarié.e.s. En effet, selon des témoignages relayés par l'article en question, des mesures de protection de base ne seraient pas respectées : ainsi, des salarié.e.s qui ont eu un contact à risque avec une personne dont l'infection est confirmée seraient incité.e.s par la hiérarchie à poursuivre le travail et de ne pas respecter la mise en auto-quarantaine prescrite par la législation en vigueur. De plus, dans ce même article il est question de mesures sanitaires prises par la direction de l'entreprise qui n'auraient pas été l'objet d'une consultation préalable de la délégation du personnel et notamment du/de la délégué.e à la santé et à la sécurité. Ces informations soulèvent des questions fondamentales en ces temps de pandémie à propos du contrôle du respect des règles sanitaires sur les lieux de travail, notamment dans les magasins d'alimentation et de la répartition des responsabilités au sein des entreprises en cas de non-respect de ces règles.

En effet, le Code du Travail impose aux chef.fe.s d'entreprise de garantir la sécurité et la santé de leurs employé.e.s (Art. L 321). Dans les entreprises disposant d'une délégation du personnel, le/la chef.fe d'entreprise est en plus tenu.e de consulter et de renseigner le/la délégué.e à la sécurité et à la santé du personnel sur tous les aspects liés à la sécurité et à la santé des employé.e.s (art. L 414-14). L'Inspection du travail et des mines est chargée de contrôler le respect des réglementations e.a. en matière de sécurité et de santé et, le cas échéant, de mettre fin aux situations en contradiction avec les réglementations en vigueur et de constater des infractions (Art. L 611-2).

La loi du 17 juillet 2020 portant introduction d'une série de mesures de lutte contre la pandémie Covid-19 a introduit des mesures sanitaires spécifiques.

Les dispositions (dont notamment l'obligation du port de masque) s'appliquant aux activités commerciales qui accueillent un public et qui se déroulent en lieu fermé, sont régies par l'article 3 de la loi en question. Toutefois l'article 12 de la loi ne prévoit que des sanctions à l'égard de personnes physiques en cas d'infractions aux dispositions prévues à l'article 3. Les relations professionnelles souvent caractérisées par un lien de subordination entre l'employeur et l'employé.e ne font donc pas l'objet de dispositions spécifiques.

Ainsi, les chefs d'entreprises qui sont – suivant le Code du Travail – responsables du respect des réglementations en matière de sécurité et de santé ne semblent pas l'être dans les situations sanitaires réglementées par la loi dite Covid-19 précitée. Le respect des obligations en matière sanitaire dans le contexte de la pandémie de la Covid-19 serait donc plutôt la responsabilité des personnes physiques et que des personnes morales. Ainsi, les personnes physiques exerçant une activité professionnelle en

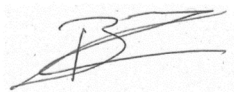
tant que salarié.e subordonné.e à un.e employeur.e , seraient susceptibles d'être sanctionnées pour non-respect des réglementations sanitaires appliquées à leur domaine de travail et à l'exercice de leur profession.

Selon les informations disponibles sur le site d'information covid19.lu, le non-respect des instructions en vigueur concernant l'isolement est passible d'une amende pour toute personne concernée par une mesure d'isolement. De ce fait, la responsabilité légale incombe à la personne malade testée positive au Covid-19. De même que toute personne potentiellement infectée en attente de confirmation de son état de santé doit se mettre en auto-quarantaine sans pour autant être soumise à une sanction en cas de non-respect de cette prescription. Or, si la personne testée positive ou potentiellement infectée est soumise à l'injonction de son employeur de maintenir sa présence physique au travail, la question du transfert des responsabilités du salarié vers l'employeur se pose d'autant plus que le salarié se trouvant provisoirement en auto-quarantaine, peut ne pas avoir à sa disposition une preuve certifiée par l'inspection sanitaire de son état de santé à risque.

Partant je voudrais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre du Travail et de l'Emploi, à Madame la Ministre de la Santé et à Monsieur le Ministre de la Sécurité intérieure :

- 1) Combien de verbalisations ont été dressées par les agents et officiers de police administrative de la Police grand-ducale et par les agents de l'Administration des douanes et accises depuis l'entrée en vigueur de la loi dite Covid-19 du 17 juillet 2020 à l'encontre de personnes physiques sur base de l'article 3 de la loi précitée ?
- 2) Parmi ces verbalisations, combien ont-elles concernées des violations commises par des personnes physiques pendant leur temps de travail et dans le cadre d'accomplissement de tâches prévues par leurs contrats de travail ?
- 3) Si de telles verbalisations ont été enregistrées, ont-elles été dressées à l'encontre d'employé.e.s ou à l'encontre des employeur.e.s respectivement des gérants ou autres personnes responsables des activités en question ?
- 4) L'inspection du Travail et des Mines réalise-t-elle des contrôles spécifiques au sujet des mesures sanitaires en vigueur au sein des entreprises tombant sous l'application de l'article 3 de la loi précitée, notamment en ce qui concerne la protection de la santé des salarié.e.s ?
- 5) Dans l'affirmative, combien et quels types de violations ont pu être constatées par les agents de l'ITM ?
- 6) Existe-t-il une coopération entre la police administrative de la Police grand-ducale - respectivement entre l'Administration des douanes et accises et l'ITM dans le contexte des contrôles du respect des mesures sanitaires sur le lieu du travail, sachant qu'une violation d'une réglementation prescrite par la loi précitée constatée par un agent ou officier de police peut être en relation avec le non-respect de dispositions sanitaires prescrites par le Code du Travail constaté par un agent de l'ITM et vice-versa ?
- 7) Est-il prévu de procéder à des contrôles plus systématiques dans les entreprises et grandes surfaces commerciales par les organes de contrôle habilités à faire respecter les mesures sanitaires inscrites dans la loi Covid en question ?
- 8) Messieurs et Madame les Ministres sont-ils d'avis que le principe de la responsabilité légale de l'employeur à l'égard du respect des réglementations en matière de sécurité et de santé des employé.e.s selon le Code du Travail, devrait être précisé dans la loi Covid actuellement en vigueur ?

Veuillez agréer, Monsieur le Président, l'expression de mes sentiments distingués,



Marc Baum  
Député



LE GOUVERNEMENT  
DU GRAND-DUCHÉ DE LUXEMBOURG  
Ministère du Travail, de l'Emploi et  
de l'Économie sociale et solidaire

**REÇU**

Par Alf Christian, 11:16, 08/01/2021

Monsieur Marc HANSEN  
Ministre aux Relations avec le Parlement  
Service Central de Législation  
5, rue Plaetis  
L - 2338 Luxembourg

Luxembourg, le 6 janvier 2021

Agent en charge	M. Armin Skrozic
Tel :	247 86122
Courriel :	armin.skrozic@mt.etat.lu
Référence interne	MT/SA/QP/QP N°3254

**Concerne : Question parlementaire N°3254 de l'honorable Député Marc Baum**

Monsieur le Ministre,

J'ai l'honneur de vous transmettre ci-joint la réponse commune à la question parlementaire sous rubrique.

Veuillez agréer, Monsieur le Ministre, l'expression de mes sentiments distingués.

**Dan KERSCH**

Ministre du Travail, de l'Emploi et de l'Economie  
sociale et solidaire

**Réponse commune de Monsieur le Ministre du Travail, de l'Emploi et de l'Économie sociale et solidaire Dan Kersch, de Madame la Ministre de la Santé Paulette Lenert et de Monsieur le Ministre de la Sécurité intérieure Henri Kox à la question parlementaire n° 3254 de l'honorable Député Marc Baum**

**Ad. 1 + 2 + 3**

Toutes les verbalisations dressées dans le contexte du non-respect des dispositions sanitaires sont enregistrées sous un code identique. Par conséquent, il est impossible d'effectuer des recherches spécifiques parmi les verbalisations enregistrées, comme par exemple sur la qualité de l'auteur. La Police Grand-Ducale n'est par conséquent pas en mesure de répondre à ces questions.

**Ad. 4**

Conformément aux articles L. 312-1 et L. 312-2 du Code du travail, l'employeur est effectivement obligé d'assurer la sécurité et la santé des salariés dans tous les aspects liés au travail et, dans le cadre de ses responsabilités, il est tenu de prendre les mesures nécessaires pour la protection de la sécurité et de la santé des salariés, y compris les activités de prévention des risques professionnels, d'information et de formation ainsi que la mise en place d'une organisation et de moyens nécessaires.

De même, en application de l'article L. 313-1 du Code du travail, il incombe à chaque salarié de prendre soin, selon ses possibilités, de sa sécurité et de sa santé ainsi que de celles des autres personnes concernées du fait de ses actes ou de ses omissions au travail, conformément à sa formation et aux instructions de son employeur.

L'article L. 612-1 du Code du travail prévoit que l'Inspection du travail et des mines (ITM) est chargée notamment de :

- a) de veiller et de faire veiller à l'application de la législation dont notamment les conditions de travail et la protection des salariés;
- b) de conseiller et d'assister les employeurs et les salariés et de fournir des informations juridiques et techniques pratiques dans la mise en œuvre des dispositions légales, réglementaires, administratives et conventionnelles en matière de travail et de sécurité et santé au travail ainsi que d'assumer une fonction d'interlocuteur commun en vue de prévenir et d'aplanir des conflits sociaux individuels;
- c) de mettre fin aux situations en contradiction avec les dispositions légales, réglementaires, administratives et conventionnelles en matière de travail et de sécurité et santé au travail;
- d) de constater les infractions dans les domaines relevant de sa compétence et d'en aviser le procureur d'Etat; [...].

Les dispositions de la loi modifiée du 17 juillet 2020 sur les mesures de lutte contre la pandémie Covid-19 s'appliquent notamment aux personnes physiques et donc a fortiori également aux salariés.

Outre les dispositions de la loi modifiée du 17 juillet 2020 précitée, le Ministère de la Santé a établi des recommandations sanitaires pour les différents secteurs économiques qui s'inscrivent dans le cadre des

dispositions de la loi modifiée du 17 juillet 2020 précitée ainsi que de celles du Code du travail et qui s'appliquent aux employeurs et aux salariés.

Par conséquent, les employeurs sont obligés de transposer les dispositions de la loi modifiée du 17 juillet 2020 précitée et de suivre les recommandations sanitaires au sein de leur entreprise. Les salariés doivent suivre les instructions de leur employeur afin de garantir, d'une part, leur propre sécurité et santé, et d'autre part, de ne pas mettre en péril la sécurité et la santé des autres salariés de l'entreprise.

Dans le cadre de ses contrôles, l'ITM veille notamment à ce que les dispositions légales en matière de sécurité et de santé au travail ainsi que les recommandations sanitaires, qui s'inscrivent dans le cadre des dispositions de la loi modifiée du 17 juillet 2020 précitée et de celles du Code du travail, soient respectées tant par les employeurs que par les salariés.

#### **Ad. 5**

Entre le 18 mars 2020, date de début de l'état de crise en raison de la pandémie COVID-19, et le 31 décembre 2020, l'ITM a effectué 2.102 contrôles spécifiques en matière de sécurité et santé au travail dans le cadre de la lutte contre la pandémie COVID-19 dans tous les secteurs économiques et a veillé à ce que les mesures y relatives soient appliquées tant par les employeurs que par les salariés.

Suite à ces contrôles, les entreprises concernées ont été enjointes de se conformer aux dispositions légales en matière de sécurité et de santé au travail ainsi qu'aux recommandations sanitaires y afférentes.

Les types et les nombres de violations aux dispositions légales ainsi qu'aux recommandations sanitaires suivants ont été constatés lors des contrôles de l'ITM :

- 38 infractions pour avoir omis de mettre à la disposition des salariés des équipements de protection collective ou bien des équipements de protection individuelle ;
- 24 infractions pour avoir omis, soit de faire appliquer aux salariés les principes relatifs à la distanciation physique, soit de faire porter aux salariés des masques ou tout autre dispositif permettant de recouvrir efficacement le nez et la bouche ;
- 38 infractions pour avoir omis d'aménager les postes de travail ;
- 68 infractions pour avoir omis, soit de mettre en place des points d'eau, du savon et des serviettes en papier jetables, soit de mettre à la disposition des salariés du gel hydro-alcoolique ;
- 124 infractions pour avoir omis, soit d'informer les salariés en la matière, soit d'afficher les mesures de prévention au sein de l'entreprise ;
- 64 infractions pour avoir omis de mettre en place les mesures de sécurité ensemble avec la délégation du personnel.

13 amendes administratives ont été infligées à l'encontre d'entreprises n'ayant pas régularisé leur situation et 3 arrêts de travail ont été prononcés à l'encontre d'entreprises qui n'avaient pas respecté lesdites dispositions légales ou recommandations sanitaires.

En outre, entre le 20 mars 2020 et le 19 avril 2020, période de fermeture des chantiers de construction, l'ITM a effectué 3.207 contrôles spécifiques sur de tels chantiers. Lors de ces contrôles, 18 entreprises ont été verbalisées pour ne pas avoir respecté les règles de confinement.

#### **Ad. 6 + 7**

Il n'existe pas de coopération spécifique entre la Police Grand-Ducale, l'Administration des douanes et accises et l'ITM dans le contexte des contrôles du respect des mesures sanitaires sur le lieu de travail.

La Police Grand-Ducale veille au respect de ces mesures dans le cadre de la surveillance générale de l'espace public et des patrouilles ordinaires respectivement dans le cadre des interventions sur appel estimées nécessaires.

#### **Ad. 8**

Le Code du travail prévoit déjà la responsabilité légale de l'employeur à l'égard du respect des réglementations en matière de sécurité et de santé des salariés (cf. Ad. 4) de sorte qu'il n'y a pas besoin de la préciser de nouveau dans la loi Covid.